

Réfugiés : une Europe peu hospitalière

Le nombre de réfugiés baisse en Europe, mais augmente dans le reste du monde. Preuve d'une politique de plus en plus réfractaire à leur accueil sur le sol européen. Des associations dénoncent un manque d'humanité.

À l'occasion de la journée mondiale des Réfugiés, hier, le Collectif Réfugiés Luxembourg - Lëtzebuenger Flüchtlingsrot (LFR) a mené une opération de sensibilisation auprès du grand public pour dénoncer les conditions de vie des demandeurs d'asile au Grand-Duché et a invité chacun des membres du gouvernement à faire preuve de courage politique... et d'humanité.

De notre journaliste
Tatiana Salvan

Une tente blanche abritant une demi-douzaine de lits similaire à celles disposées dans la Shuk (la structure d'hébergement d'urgence du Kirchberg) avait pris possession de la place Clairefontaine, à Luxembourg, hier. L'espace est sommaire, la promiscuité inexorable. Et encore, en réalité, dans la Shuk, chaque tente abrite le double de lits, soit douze.

Le but d'une telle démarche? Sen-

sibiliser le public aux conditions de vie des demandeurs de protection internationale (DPI) au Grand-Duché et faire pression sur les membres du gouvernement pour qu'ils changent la donne.

À l'extérieur sont d'ailleurs disposés des panneaux avec les photos de chacun des ministres, au dos desquels figure une réponse que les défenseurs des droits des réfugiés aimeraient entendre de leur part. Par exemple «Une structure plus digne: c'est l'affaire du chef!», pour Xavier Bettel, ou: «Pour remplacer la Shuk, je mets en place un hébergement digne avec la participation de la société civile», pour Jean Asselborn.

À l'initiative de cette action, le Lëtzebuenger Flüchtlingsrot - Collectif Réfugiés Luxembourg (LFR), un collectif de neuf associations (ACAT, AIL, ASTI, Caritas, CLAE, Cefis, Passerell, Médecins du monde, Reech eng Hand), qui sou-

haite rappeler les promesses non tenues du gouvernement en matière d'asile et d'intégration.

Le LFR est ainsi revenu sur l'importance du travail comme facteur d'intégration pour les DPI. Or, du fait de la longueur des procédures administratives, de la très grande difficulté (voire de l'impossibilité) d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire et de l'absence de préparation au marché du travail (par rapport aux langues, compétences et connaissances du marché), les DPI demeurent dans des conditions précaires.

Un situation qui entraîne «une dépendance, une intégration différée, des coûts de prise en charge élevés ainsi qu'une opinion publique négative et méfiante», alors même «que nous assistons depuis au moins deux années à une bonne santé du marché de l'emploi luxembourgeois et que de plus en plus de secteurs se trouvent dans

une pénurie de main-d'œuvre», fustige le LFR dans son communi-

À quand Dublin IV?

Bien au-delà du Luxembourg, c'est l'Europe entière qui devrait revoir sa copie en matière d'accueil des réfugiés selon le LFR.

Le nombre de réfugiés en Europe tend en effet à diminuer: 580 800 primo-demandeurs d'asile ont été enregistrés en 2018, soit 11 % de moins par rapport à l'année précédente (ils étaient 65 600). «C'est une fausse bonne nouvelle», prévient Frank Wies, d'Amnesty International Luxembourg (AIL). «Le nombre total de réfugiés à travers le monde est en augmentation constante depuis cinq ans. Cette baisse en Europe ne traduit donc pas une amélioration de la situation, mais montre en fait que l'Europe fait tout pour éviter d'accueillir sur son sol des réfugiés.»

En effet, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 70,8 millions de personnes dans le monde ont été forcées de fuir leur foyer en 2018. C'est le chiffre le plus important depuis la création du HCR, il y a quasiment 70 ans.

Parmi ces déplacés, 25,9 millions sont des réfugiés (contre 25,4 millions en 2017 et 22,5 millions en 2016). La Turquie, avec 3,7 millions de réfugiés sur son sol, le Pakistan (1,4 million), l'Ouganda (1,2 million) et le Soudan (1,1 million) sont les premiers pays hôtes, suivis de l'Allemagne, avec 1,1 million de réfugiés. Quatre-vingts pour cent des réfugiés vivent en fait dans des pays frontaliers de leur pays d'origine.

Afin d'éviter un afflux de réfugiés sur ses terres, l'UE a développé des «partenariats» avec certains pays, notamment la Libye. Une ignominie que dénonce l'AIL: «La situation politique dans ce pays est instable, et nos gouvernements et les institutions européennes n'ignorent pas le manque de respect des droits humains qui y règne. Le HCR a dénoncé dans un communiqué officiel les cas de détention de réfugiés dans des conditions inhumaines ainsi que des cas de tortures et d'esclavage avérés. Il faut arrêter cette coopération tant que la Libye reste dans cette situation intenable.»

Mais, même à l'intérieur de l'UE, des dérives existent. Ainsi, en Italie, le ministre de l'Intérieur a l'intention de faire passer un «décret sécurité bis» qui prévoit des mesures drastiques à l'encontre de ceux qui essaieraient de faire débarquer des migrants dans les ports italiens. «Cette mesure va à l'encontre du droit international et des bases même de l'humanité», déplore Frank Wies. «Le problème est que l'Italie se trouve au centre du système Dublin III et souffre en tant que pays d'arrivée des migrants.»

Le règlement Dublin III prévoit en effet que la demande d'asile d'une personne est examinée par le premier pays qui l'a accueilli. «Un système injuste», explique Frank Wies, «puisque'il donne la charge aux pays limitrophes» de la mer Méditerranée, en premier lieu desquels l'Italie, Chypre, Malte, la Grèce... «Ce système prend l'eau. Il n'est plus appliqué pour la Grèce, du fait des conditions indignes, ni en Hongrie, vu la politique qui y est menée. Et il s'effrite pour l'Italie, où il est appliqué au cas par cas. Il faut arriver à un système juste, équitable et surtout plus humain.»

Seule solution: plus de solidarité entre les États. Mais le règlement Dublin IV, qui envisage une répartition plus juste des exilés entre les États membres, peine à avancer...

698

LE CHIFFRE

C'est le nombre de demandes de protection internationale (DPI) enregistrées au Luxembourg cette année pour la période de janvier à avril. Un chiffre en hausse de près de 25 % par rapport à la même période en 2018, mais en baisse de plus de 24 % par rapport à 2017. Il y a deux ans, le Luxembourg avait enregistré un total de 2 318 DPI; 2 305 l'an passé. La majorité des demandeurs sont des Érythréens, suivent des Syriens, des Afghans et des Irakiens.



Photo: archives/françois aussems

Les conditions précaires à la Shuk sont assumées par le ministère des Affaires étrangères: il s'agit «d'éviter que les personnes s'acclimentent au pays» et de «limiter les nouvelles arrivées de mouvements secondaires».

Le travail très précieux des ONG au Bangladesh

La ministre Paulette Lenert vante les actions des ONG luxembourgeoises au Bangladesh et alerte sur la situation des réfugiés rohingyas, qui s'entassent dans un pays souvent inondé.

La coopération au développement, c'est une chose, mais l'aide humanitaire est tout aussi importante, et si le Bangladesh n'est pas un pays partenaire, beaucoup d'ONG œuvrent sur place», a pu constater la ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Paulette Lenert, qui effectuait son premier déplacement depuis sa nomination au sein du gouvernement.

Hier, elle a rendu compte de sa visite axée sur trois thèmes: les conditions de vie dans les quartiers précaires de l'industrie du textile, les populations vulnérables au nord du pays et les camps de réfugiés rohingyas près de la ville de Cox's Bazar. Et, en cette journée mondiale des Réfugiés, elle a rappelé qu'un tiers de ces 70,8 millions de personnes trouvaient asile dans des pays très pauvres, comme c'est le cas du Bangladesh. «C'est la population locale qui a pris en charge en 2017 les premiers réfugiés», rappelle la ministre, très éprouvée par ce qu'elle a découvert sur place, au sud

du pays. Le gigantesque camp de Kutupalong, fait de cabanes en bambou et de plastique, compte 630 860 personnes à lui tout seul. La totalité des 34 camps regroupe près d'un million de Rohingyas qui ont fui l'État de Rakhine, dans le Myanmar voisin, depuis l'escalade de la crise fin 2017.

ONG luxembourgeoises sur le terrain

Des ONG luxembourgeoises réalisent un travail remarquable au Bangladesh – et pas seulement dans les camps de réfugiés – et le gouvernement a versé déjà plus d'un million d'euros d'aide en soutien aux ONG, principalement à Caritas, Friendship et Christian Solidarity International. S'y ajoutent les contributions luxembourgeoises aux agences onusiennes.

Paulette Lenert a pu également se faire une idée du projet de Caritas dans le district de Sabhar, près de Dhaka, fief de l'industrie du textile. Un projet qui vise à créer des «safe



Photo: mae

La ministre Paulette Lenert a rencontré les réfugiés. Elle est ici aux côtés de Runa Khan, de l'ONG Friendship.

spaces» pour les enfants des employés de cette industrie, connue pour ses conditions sociales déplorable. «À 35 ans, les femmes sont déjà trop vieilles pour travailler dans l'industrie du textile et les crèches créent ainsi de l'emploi, même s'il s'agit de petits revenus»,

explique Paulette Lenert. «Les enfants de femmes travaillant dans le textile se retrouvent souvent seuls, livrés à eux-mêmes pendant toute la journée, et ces crèches peuvent les prendre en charge», poursuit-elle. L'idéal serait que les consommateurs soient prêts à payer davantage

pour éviter la précarité de ces salaires misérablement rémunérées. «Je crois beaucoup au label de commerce équitable», confie la ministre.

Dans le nord du pays, «c'est d'un tragique incroyable», résume la ministre. Une région où des communautés vivent dans des conditions très précaires sur des îles éphémères, les «chars». Ces îles qui longent le fleuve Brahmapoutre «sont recluses, difficiles d'accès et aucun service comme la santé et l'éducation n'est présent», dit Paulette Lenert, en saluant «le travail remarquable» de l'ONG Friendship, très active dans ce secteur souvent inondé et qui voit des îles disparaître sous les eaux.

Friendship dispose d'un bateau-hôpital qui fait le tour des îles, équipé de toute la panoplie des soins de santé et des interventions chirurgicales, dont la télé-médecine. «Nous avons des milliers de réfugiés climatiques dans ces pays», rappelle la ministre.

Geneviève Montaigu